

Marché n° 2025/26

Marché de prestations intellectuelles

**Appui méthodologique, logistique, stratégique et
d'animation aux douze Conseils Territoriaux de
Santé (CTS) de la région Auvergne-Rhône-Alpes**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières
commun à l'ensemble des lots
(CCTP)**

Appel offre ouvert

Article L.2124-1 du code de la commande publique

Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

1.	CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ	3
1.1	Les conseils territoriaux de santé (CTS).....	3
1.2	Allotissement	4
2.	LES ENJEUX	4
3.	LES MISSIONS CONFIEES AU TITULAIRE	5
4.	LES MOYENS À MOBILISER PAR LE TITULAIRE	5
5.	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
6.	CAPITALISATION DES CONNAISSANCES	6
7.	LE SUIVI DU MARCHÉ	6
	ANNEXE 1 – LIEUX D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS	7

1. CONTEXTE ET OBJET DU MARCHÉ

La démocratie en santé constitue une démarche essentielle visant à associer les usagers, les professionnels et les élus à la construction et à l'évaluation des politiques publiques de santé. La loi du 4 mars 2002 a traduit la reconnaissance des droits individuels des usagers et des droits collectifs par leur expression dans des instances de participation. Cette reconnaissance a été renforcée d'abord par la loi HPST de 2009 puis par la loi de modernisation de notre système de santé de 2016.

La démocratie en santé a pour objectif d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du système de santé en amenant les décideurs à prendre en compte le regard des premiers concernés, les usagers, à travers leur ressenti et leur expérience.

Cette démocratie passe :

- par des instances officielles qui fonctionnent par le biais de représentation et qui interviennent au niveau régional, territorial ou au niveau local auprès des établissements de santé,
- par des débats citoyens, conférences, ateliers qui permettent une participation directe des citoyens.

Cette démocratie peut vivre aussi bien à l'échelle d'un établissement de santé qu'à l'échelle communale, territoriale, régionale, voire nationale.

Les Conseils territoriaux de santé (CTS), sont la principale instance de démocratie en santé dans les départements. Ils sont le lieu privilégié de concertation et d'expression de l'ensemble des acteurs du domaine de la santé, y compris des représentants des usagers.

1.1 LES CONSEILS TERRITORIAUX DE SANTÉ (CTS)

La loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 158) a institué des territoires de démocratie sanitaire et sur chacun d'eux la constitution d'un conseil territorial de santé (CTS). La loi du 27 décembre 2023 a transformé les territoires de démocratie sanitaire en territoires de santé.

Les territoires de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes reposent sur les périmètres des 12 circonscriptions départementales.

Le CTS est une instance de concertation territoriale, qui contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation du Projet régional de santé (PRS), en particulier sur l'organisation des parcours de santé, et participe à la réalisation d'un diagnostic territorial partagé mentionné au L1434-10 du Code de la Santé Publique.

Le CTS peut adresser toute proposition pour améliorer la réponse aux besoins de la population sur son territoire, notamment sur l'organisation des parcours de santé.

Les présidents des conseils territoriaux de santé et le président de la conférence régionale de la santé et de l'autonomie de la région (CRSA) peuvent se saisir mutuellement de toute question relevant de la compétence des conseils territoriaux de santé.

Les CTS comportent entre 34 et 50 membres. En Auvergne-Rhône-Alpes il y a 12 CTS.

Chaque conseil territorial de santé est constitué :

- d'une assemblée plénière,
- d'un bureau,

- d'une commission spécialisée en santé mentale,
- d'une formation spécifique organisant l'expression des usagers en intégrant la participation des personnes en situation de pauvreté ou de précarité.

Le mandat des membres des conseils territoriaux de santé est de cinq ans, renouvelable une fois.

Dans ce cadre, l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes souhaite s'appuyer sur un prestataire extérieur afin de renforcer l'accompagnement des douze CTS présents sur le territoire régional pour leur permettre une plus grande capacité d'action.

L'objet du présent marché est de sélectionner un prestataire capable d'apporter un appui méthodologique, logistique et stratégique aux CTS.

L'objectif est de soutenir leurs travaux, de favoriser l'émergence et le suivi de projets locaux, de renforcer leur visibilité et leur impact, et de contribuer à la mise en œuvre du Conseil National de la Refondation en santé.

1.2 ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ

Le présent marché fait l'objet d'un allotissement selon une logique géographique.

Les lots sont ainsi répartis sur 5 zones géographiques¹:

Zone 1 : Ain (01) et Rhône (69)	Lot n° 1
Zone 2 : Allier (03), Cantal (15), Puy-de-Dôme (63).....	Lot n° 2
Zone 3 : Ardèche (07) et Drôme (26)	Lot n° 3
Zone 4 : Isère (38), Savoie (73) et Haute-Savoie (74)	Lot n° 4
Zone 5 : Loire (42) et Haute-Loire (43)	Lot n° 5

2. LES ENJEUX

L'un des principaux enjeux de la démocratie en santé est de renouveler la manière d'appréhender les questions de santé, afin de favoriser l'émergence de nouvelles réponses aux besoins de la population, de disposer d'un système de pilotage en prise avec les réalités du terrain, de mobiliser l'ensemble des acteurs de santé au niveau local.

Dans ce cadre, les enjeux du présent marché sont multiples, il s'agit :

- d'accompagner les douze CTS dans la définition, la priorisation et le suivi de leurs projets en lien avec les acteurs locaux.
- de renforcer la participation citoyenne à travers l'organisation de débats, d'ateliers et de jurys citoyens, ainsi que par la mise en place de groupes de travail thématiques.
- de capitaliser et à diffuser les bonnes pratiques afin d'accroître la valeur ajoutée des CTS dans le pilotage territorial de la santé.
- enfin, de mener un travail particulier pour améliorer la communication interne et externe des CTS, tant auprès du grand public que des élus, des usagers et des partenaires institutionnels.

¹ Cf. Annexe 1 au présent CCTP – Lieux d'exécution des prestations

3. LES MISSIONS CONFIÉES AU TITULAIRE

Pour chaque lot, le titulaire doit mobiliser les moyens humains et techniques nécessaires pour répondre aux besoins des CTS. Le titulaire a transmis dans son offre un calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la mission.

Le titulaire est chargé d'assurer, sur demande du délégué départemental, un appui opérationnel, comprenant la préparation logistique et organisationnelle des réunions, la rédaction des convocations, la recherche et la mobilisation d'intervenants, la gestion des outils collaboratifs et le suivi des travaux.

Il apporte un soutien à l'animation des assemblées plénières, des bureaux et des commissions, et accompagnera les CTS dans l'élaboration de leurs programmes de travail annuels.

Le prestataire doit également accompagner les CTS dans l'identification et le suivi de projets territoriaux, notamment ceux issus du CNR Santé.

Il participe à l'organisation et au suivi d'événements territoriaux tels que des conférences, ateliers citoyens ou jurys de débat.

Il produit les livrables attendus, tels que les rapports de groupes de travail, des recommandations ou des diagnostics territoriaux.

Un volet important de la mission concerne la communication et la valorisation des travaux des CTS : le titulaire doit concevoir des supports adaptés, tels que des notes de synthèse, des newsletters ou des communiqués de presse, afin de renforcer la visibilité et l'impact des CTS auprès de leurs différents publics.

Enfin, le prestataire assure le suivi et le reporting des actions.

Il doit produire chaque année un rapport d'activité pour chaque CTS, transmettre régulièrement des indicateurs d'avancement sous forme de tableaux de bord ou de bilans intermédiaires, et présenter les résultats lors de la conférence des présidents de CTS.

Nota : les éléments relatifs aux travaux sont donnés à titre strictement indicatif. Ils ne constituent pas un droit acquis pour le titulaire du présent marché.

4. LES MOYENS À MOBILISER PAR LE TITULAIRE

Pour chaque lot :

Le titulaire met à disposition un chargé de mission, représentant un Équivalent Temps plein, en capacité d'intervenir sur l'ensemble de la zone géographique déterminée.

Le titulaire doit maîtriser les outils numériques collaboratifs et déployer des méthodes d'animation participative.

Le titulaire dispose d'une bonne connaissance du système de santé. Des connaissances en matière de démocratie santé et nt accompagnement d'instances de concertation seraient un plus.

5. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Soucieuse de limiter l'impact environnemental de ses achats, l'ARS ARA intègre dans le présent CCTP des dispositions environnementales visant à favoriser le caractère écoresponsable des prestations réalisées dans le cadre du présent marché.

Ainsi, le titulaire doit être force de proposition pour améliorer la performance environnementale des prestations mobilisées. Durant l'exécution des prestations, il s'assure du respect de ces

obligations environnementales et communique, sur demande de l'administration, les éléments de preuve associés.

Il est attendu que le titulaire :

- favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels,
- privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence),
- assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques,
- prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés,
- met en place une politique numérique écoresponsable (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des courriels et envois raisonnés)

6. CAPITALISATION DES CONNAISSANCES

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire met en place un dispositif de capitalisation des documents (intermédiaires et finaux) qui alimente une base de connaissances restituée à l'ARS ARA. Ce dispositif favorise l'appropriation par l'ARS ARA des contenus produits et des méthodes employées.

Ces documents sont stockés sur les outils utilisés par l'administration.

7. LE SUIVI DU MARCHÉ

Le suivi du marché est assuré par la direction de la stratégie et des parcours de l'ARS.

Des réunions mensuelles de pilotage sont organisées entre le prestataire, la responsable de mission démocratie en santé et les directeurs des délégations départementales. Les rapports et livrables produits doivent être validés conjointement par l'ARS et par les présidents des CTS.

Le prestataire établit un rapport d'activité chaque année qu'il présentera à l'ARS et aux présidents de CTS.

ANNEXE 1 – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Dans les départements, au chef-lieu de département ou sur des territoires à l'infra-départemental.

Délégation départementale de l'AIN

DD 01

9 rue de la Grenouillère CS 80409
01012 Bourg en Bresse cedex

Délégation départementale l'ARDECHE

DD 07

Avenue Moulin de Madame BP 715
07007 Privas Cedex

Délégation départementale de la DROME

DD 26

13 avenue Maurice Faure BP 1126
26011 Valence cedex

Délégation départementale de l'ISERE

DD 38

17-19 rue Commandant l'Herminier
38032 Grenoble cedex 1

Délégation départementale de la LOIRE

DD 42

4 rue des Trois Meules BP 219
42013 Saint Etienne cedex 2

Délégation départementale de la SAVOIE

DD 73

94 Boulevard de Bellevue
73 000 CHAMBERY

Délégation départementale de la HAUTE-SAVOIE

DTD 74

Cité administrative - 7 rue Dupanloup
74040 ANNECY cedex

Siège RHONE

241 rue Garibaldi

CS 93 383
69419 LYON Cedex 03

Siège PUY-DE-DOME

60 avenue de L'Union Soviétique
CS 90024
63057 CLERMONT-FERRAND Cedex1

Délégation départementale de l'ALLIER

DD 03

20 rue Aristide Briand - CS 50033
03400 YZEURE

Délégation départementale du CANTAL DD15

13 place de la Paix - BP 40 515
15005 AURILLAC

Délégation départementale de la HAUTE-LOIRE

DD 43

8 rue de Vienne - CS 70315
43009 LE PUY-EN-VELAY Cedex